

DEPARTEMENT
Seine et Marne
CANTON
COULOMMIERS
COMMUNE
COULOMMIERS

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté-Egalité-Fraternité

N°2019.ARR.151

ARRETE DU MAIRE

4 bis avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny : entrée charretière

Nous, Ginette MOTOT, Maire de la Ville de COULOMMIERS ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, article L2122-22 ;

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 10 juillet 2017 portant élection du Maire ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2211.1 – L2212.1 à L2212.5 et L2213.1 à L2213.6,

Vu le Code de la Route,

Vu l'arrêté n° P03/174 du 4 juillet 2003 concernant le règlement communal de voirie relatif à l'utilisation et la conservation du domaine public,

Vu la demande de permission de voirie en date du 18 novembre 2019 afin de modifier l'entrée charretière par Madame Boulard Edwige sise 4 bis avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny, 77120 COULOMMIERS, au droit de la parcelle AY 457,

ARRETONS

Article 1: Prescriptions techniques

Le bénéficiaire est autorisé à exécuter les travaux énoncés ci-dessous, à charge pour lui de se conformer aux dispositions du règlement de voirie et aux conditions spéciales suivantes :

- ✓ L'accès situé au droit sera prévu pour l'entrée et la sortie des véhicules légers de la parcelle,
- ✓ Terrassement de l'accès, sur le trottoir à – 25 cm afin d'obtenir une surface permettant de supporter l'entrée et la sortie des véhicules accédant à la parcelle,
- ✓ L'accès présentera les dimensions d'un trapèze de grande base 5 mètres (longueur en rive de chaussée), de petite base 4 mètres (longueur de l'entrée au droit de l'alignement, délimitée par un caniveau grille) sur une hauteur de 1,80m (largeur du trottoir).
- ✓ Dépose des bordures T2 existantes,
- ✓ En bordure de rive de chaussée, les caniveaux en béton de type CS pourront être conservés,
- ✓ L'altimétrie du trottoir existant au droit de l'alignement devra être conservée, elle correspondra au niveau bas du portail projeté.
- ✓ Pose de bordures T2 neuves en rive de chaussée, sur un radier de béton d'une épaisseur minimum de 15 cm, dosé à 250 kg/m³. Ces bordures présenteront une vue de 5 cm maximum sur les 3 mètres posés à plat avec deux rampants d'1 mètre de part et d'autre pour raccorder sur les bordures T2 existantes,

Accusé de réception en préfecture
077-217701317-20191213-2019-ARR-151-AR
Date de télétransmission : 13/12/2019
Date de réception préfecture : 13/12/2019

- ✓ Stabilisation de l'accès par 20 cm de Grave traité avec 3% de liant routier,
- ✓ Découpes droites de l'enrobés existants au pourtour de l'aménagement,
- ✓ Mises à niveau du regard de comptage d'eau et de la bouche à clé existantes,
- ✓ Mise en œuvre d'un béton bitumineux de 5 cm minimum de type BB 0/6 à chaud, de couleur noire, sur la surface de trottoir réaménagée et sur la chaussée devant les bordures impactées par les travaux,
- ✓ L'accès créé ne devra en aucun cas aggraver l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement de l'avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny,
- ✓ La fabrication du mortier est formellement interdite sur la voie publique,
- ✓ Une déclaration d'intention de commencement de travaux sera communiquée à la commune et aux concessionnaires des réseaux publics concernés 10 jours avant le début des travaux,
- ✓ La durée des travaux ne devra pas excéder 1 mois ;
- ✓ L'ensemble des travaux est à la charge du pétitionnaire ;

Article 2: Conformité d'accessibilité sur le domaine public

L'aménagement créé devra être conforme à l'arrêté du 15 janvier 2007 portant application au décret n°2006-1658 du 21 décembre 2006 relatif aux prescriptions techniques pour l'accessibilité de la voirie et des espaces publics et, aux prescriptions techniques du Code de la Voirie Routière.

Article 3: Travaux à proximité d'ouvrages souterrains ou aériens : D.T. / D.I.C.T

Les travaux objets du présent arrêté sont soumis aux articles R 554-19 à 38 du Code de l'environnement.

En application de l'arrêté du 15 février 2012, de l'arrêté du 30 juin 2012 portant approbation des prescriptions techniques prévues à l'article R 554-29 du Code de l'Environnement et de la Norme NF S 70 003-1 rendue obligatoire par l'arrêté du 28 juin 2012, le pétitionnaire ou le « Responsable de projet » est tenu d'établir sur le site <http://www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr> en amont de son projet de travaux les **Déclarations de Travaux** à l'ensemble des concessionnaires identifiés dans le guichet unique comme ayant un réseau dans l'emprise des travaux projetés.

Ensuite, la ou les entreprises qui seront missionnées pour ces travaux seront tenues d'établir 10 jours avant le début des travaux, les **Déclaration d'Intention de Commencement de Travaux**.

Article 4: Déclaration d'ouverture du chantier

Le pétitionnaire informera les services techniques de la ville de Coulommiers 10 jours avant le début des travaux à l'adresse suivante :

Mairie de Coulommiers
Direction des services techniques
17 boulevard de la Marne
77120 COULOMMIERS

Article 5 : Signalisation de chantier

Le pétitionnaire aura la charge de la signalisation réglementaire de son chantier, de jour et de nuit, et sera tenu responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation. La signalisation sera conforme au manuel du chef de chantier, voirie urbaine, édité par le CERTU,

Article 6 : Délai d'exécution

Accusé de réception en préfecture 077-217701317-20191213-2019-ARR-151- AR Date de télétransmission : 13/12/2019 Date de réception préfecture : 13/12/2019
--

La présente autorisation n'est valable que pour une durée d'un an à compter de la date de notification.

Elle sera périmée de plein droit s'il n'en a pas été fait usage avant l'expiration de ce délai.

Article 7 : Permis de construire, déclaration de travaux

Le présent arrêté ne dispense pas le pétitionnaire d'obtenir, si nécessaire, les autorisations auprès du service de l'urbanisme.

Article 8 : Responsabilité

La présente autorisation n'est donnée que sous réserve des droits des tiers et règlements en vigueur.

Article 9 : Un recours peut être déposé auprès du Tribunal Administratif - 43, rue du Général de Gaulle - 77008 MELUN Cedex dans un délai de 2 mois à compter de la date de notification du présent arrêté, devenu exécutoire

Article 10 : Madame la Directrice Générale des Services de la Ville de Coulommiers, Monsieur le Commandant Divisionnaire Fonctionnel de Police, les fonctionnaires placés sous leurs ordres, la police municipale et en général tous les agents de la Force Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté

Coulommiers, le 12 décembre 2019

Madame le Maire,



A handwritten signature in blue ink, likely belonging to the Mayor, written over a horizontal line.

PUBLIE LE : 13 DEC 2019

Accusé de réception en préfecture
077-217701317-20191213-2019-ARR-151-
AR
Date de télétransmission : 13/12/2019
Date de réception préfecture : 13/12/2019

